

Dans cette édition

Page 1

Renforcer la gouvernance des administrations fiscales et douanières

Renforcer le cadrage macrobudgétaire au Gabon

Page 2

Renforcer la mise en place de la taxe sur la valeur ajoutée à Sao Tomé-et-Principe

Page 3

Développer les processus de la comptabilité des matières au Cameroun

Page 4

Mettre en place une nouvelle année de base des comptes nationaux selon le système de comptabilité nationale de 2008 au Tchad

Page 5

Améliorer la gestion de la dette en Guinée équatoriale

Page 6

Réviser les indicateurs de surveillance des établissements de crédit à la BRB

Nous sommes sur le Web !
retrouvez-nous à l'adresse
www.afritaccentre.org



www.facebook.com/AFRITACcentre

Événements remarquables :

RENFORCER LE CADRE DE GOUVERNANCE DES ADMINISTRATIONS FISCALES ET DOUANIERES



AFRITAC Centre a organisé du 13 au 17 janvier 2020, en République du Congo, un séminaire régional sur le thème : « Mise en place d'un cadre de bonne gouvernance des administrations fiscales et douanières en Afrique Centrale ». Ce séminaire a réuni une quarantaine de participants, notamment des responsables des administrations fiscales et douanières des pays membres d'AFC et de Madagascar.

Les objectifs de cette rencontre étaient de : (i) partager les meilleures pratiques internationales en matière de gouvernance, en s'appuyant sur 4

pilliers d'une bonne gouvernance, à savoir : la transparence, la redevabilité, le contrôle interne, la simplification et la digitalisation des procédures fiscales ; (ii) prendre connaissance du nouveau projet du livre des procédures fiscales communautaire en cours de préparation dans le cadre de l'harmonisation des procédures en zone CEMAC ; (iii) effectuer un remplissage d'une grille d'informations sur les éléments constitutifs d'une bonne gouvernance ; (iv) développer des outils de bonne gouvernance qui ont été remis aux participants, à savoir : (1) les mesures de promotion de la transparence, (2) le projet de charte des contribuables, (3) le projet de normes de service aux usagers, et (4) les éléments constitutifs d'une bonne gouvernance.

RENFORCER LE CADRAGE MACROBUDGETAIRE AU GABON

AFRITAC Centre et le Ministère de l'Economie et des Finances de la République Gabonaise ont organisé du 02 au 06 décembre 2019 un voyage d'études sur les dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire, auquel ont pris part 6 fonctionnaires gabonais. Ce voyage d'études s'est déroulé à Dakar, au Sénégal, au sein de la Direction de la Programmation Budgétaire du Ministère des Finances et du Budget, et de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques du Ministère de l'Economie, de la Planification et de la Coopération.

Le voyage d'études a permis aux membres de la délégation de nouer des contacts fructueux avec leurs homologues sénégalais. Il a facilité leur appréciation et leur appropriation des cadres institutionnels, des dispositifs d'analyse et de prévisions macroéconomiques et budgétaires de ces deux (2) Directions, ainsi que de la démarche pour l'amélioration des méthodes de travail et des outils dans leurs pays d'origine.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

RENFORCEMENT DES PRINCIPALES FONCTIONS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer la collaboration douanes-impôts dans le but de lutter contre la fraude à la TVA au **Gabon**

Une mission s'est rendue au Gabon du 11 au 22 novembre 2019. Elle avait pour objectif d'assister les administrations fiscales et douanières dans la mise en œuvre des mesures mobilisatrices des recettes fiscales.

Résultats : la mission a permis la réalisation de 5 résultats ci-après : (1) identification de 1527 entreprises actives devant être transférées à la douane. Le transfert du fichier actif auprès de la Douane permet à celle-ci de signaler systématiquement celles non reprises sur la liste auprès de la direction de la Direction Générale des impôts, qui doit par la suite procéder à leur fiscalisation. De plus, la douane doit appliquer contre les entreprises inactives en guise de sanction, un précompte d'impôts et de taxes de 5% ; (2) élaboration d'une stratégie de renforcement des performances de la TVA, dans le but de : (a) généraliser la télédéclaration (E-Tax) ; (b) contrôler 102 entreprises qui ont déduit la TVA à tort pour une somme de 18 milliards de FCFA ; (c) fiscaliser les entreprises publiques ; (d) fiscaliser les entreprises dont les conventions d'exonération sont arrivées à leur terme. (3) l'identification des outils nécessaires au recouvrement d'une somme de 92, 6 milliards de FCFA, au titre des arriérés fiscaux facilement recouvrables ; (4) le lancement de l'automatisation des indicateurs clé dans le but d'une évaluation automatisée des performances de l'administration fiscale ; (5) la mise en place d'une approche analyse risque en matière de traitement des demandes en remboursement des crédits TVA.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Accompagner le processus de la mise en place de la taxe sur la valeur ajoutée à **Sao Tomé-et-Principe**

Une mission s'est rendue à Sao Tomé du 27 janvier au 07 février 2020. Elle a permis d'apporter des outils méthodologiques et didactiques permettant de mettre en lumière les étapes importantes restant à franchir dans le cadre de la future mise en œuvre de la Taxe sur la Valeur ajoutée.

Résultats : la mission a permis la réalisation des résultats ci-après : (1) Elaboration d'un plan d'action déclinant les étapes importantes devant conduire à la mise en œuvre effective de la réforme TVA ; (2) Organisation d'une réunion en présence des services des douanes ayant permis d'apporter des précisions sur la détermination des bases de taxation que la douane devra intégrer dans le logiciel Sydonia Word ; (3) Appui à la rédaction d'une instruction-cadre sur le fonctionnement de la loi sur la TVA ; (4) Organisation d'une réunion en présence du secteur privé au cours de laquelle l'administration fiscale a relevé le faible niveau des entreprises au regard de la mise en œuvre de la TVA, impliquant ainsi la nécessité pour elle d'intensifier les opérations de communication sur la réforme TVA.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Elaborer une stratégie de recouvrement des arriérés fiscaux auprès de la Direction générale des impôts (DGI) en **RDC**

La mission avait pour objectifs : (1) d'effectuer le recensement exhaustif des arriérés par nature de risque, (2) l'élaboration d'un plan de recouvrement des restes à recouvrer facilement recouvrables ; (3) l'identification des mesures permettant la modernisation de la procédure de recouvrement et celle du contentieux fiscal (simplification de la législation et de la réglementation, outils de gestion, tableau de bord de suivi, automatisation).

Résultats : (1) Identification d'arriérés facilement recouvrables établis à 186 milliards de CDF ; (2) Identification de 342 cas contentieux qui doivent être traités rapidement pour espérer le recouvrement des soldes restant dus ; (3) Modification des délais de recours en matière contentieuse ; (4) Obligation de présenter en annexe du recours contentieux, les preuves de paiement des sommes non contestées.

RENFORCER LE CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Evaluer la transposition des directives régionales du cadre harmonisé des finances publiques au **Congo**, au **Cameroun**, au **Gabon** et en **Guinée équatoriale**

AFRITAC Centre a appuyé la CEMAC lors de sa tournée d'évaluation de la transposition des directives dans les lois nationales. Ces missions avaient pour objectif d'apprécier les avancées réalisées dans la mise en œuvre des six directives constitutives du Cadre harmonisé de gestion des finances publiques de la CEMAC. Ces Directives portent sur le code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques, les Lois de finances, le Règlement général de la comptabilité publique, le Plan comptable de l'Etat, la Nomenclature budgétaire de l'Etat et le Tableau des opérations financières de l'Etat

Résultat : De manière spécifique, ces missions ont permis d'évaluer, sur la base des grilles et des indicateurs adoptés en 2016 par le Conseil des Ministres de l'UEAC, la mise en œuvre des directives dans les pays membres de la CEMAC afin de disposer d'une vision globale sur la conduite des réformes et de recenser les difficultés rencontrées dans la transposition et la mise en œuvre de ces directives et proposé des appuis nécessaires.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

AMELIORER L'EXECUTION ET LE CONTROLE BUDGETAIRES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer les instruments d'exécution budgétaire au **Gabon**

L'objectif de la mission était de valider un projet de guide sur l'élaboration des outils de pilotage de l'exécution du budget (plans de passation des marchés, les plans d'engagement des dépenses, le plan de trésorerie). Ces outils définis par la loi sont indispensables au contrôle interne budgétaire et comptable. Par ailleurs, ils permettent une meilleure appréciation de la soutenabilité du budget et une exécution efficace du budget de l'Etat.

Résultat : La mission a permis de : (i) retenir un format cohérent de présentation du plan d'engagement consolidé et du plan de trésorerie ; (ii) proposer une catégorisation des dépenses en fonction de leur exigibilité (obligatoires ; prioritaires et autres) sur la base de leur nature et des priorités du document de stratégie « Gabon émergent ».

AMELIORER LA COUVERTURE ET LA QUALITE DES RAPPORTS FINANCIERS

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Développer les processus de la comptabilité des matières au **Cameroun**

L'objectif de la mission était de développer les processus de la comptabilité des matières et les principales spécifications induites en vue de la mise en place de cahiers des charges fonctionnel et technique pour l'élaboration d'un système d'information (SI) fondé sur des procédures rénovées pour une gestion performante des politiques publiques, et la bonne utilisation des crédits budgétaires. Cela passe, par la connaissance précise des biens mis à la disposition des ordonnateurs, et l'élaboration de comptes sincères de l'Etat et des entités publiques, notamment l'actif immobilier (immobilisations incorporelles et corporelles) et les stocks .

Résultat : Quatre processus majeurs y ont été développés : (i) les processus organisationnels ou transversales ; (ii) les processus budgétaires impactant la comptabilité des matières ; (iii) les processus de gestion administrative des matières ; et (iv) les processus de gestion comptable des matières. Ces travaux ont permis aux autorités camerounaises de disposer d'un référentiel dont les objets seront exploités pour le développement du SI de gestion des matières.

AMELIORER GESTION DES ACTIFS ET DES PASSIFS

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : améliorer la gestion de la trésorerie au **Cameroun**

L'objectif de la mission était de faire le suivi des recommandations de la mission effectuée en janvier 2019. Elle a noté que le cadre juridique définissant la composition et le fonctionnement du Comité interne de trésorerie (CIT) est en cours d'évolution.

Résultat : Un projet de décret portant création d'un comité de trésorerie et de régulation budgétaire (CoTReB) et d'un comité interne de trésorerie et de régulation budgétaire (CITReB), dont le DGTCFM sera président et le Directeur Général du Budget (DGB) le vice-président, est en cours de signature pour une meilleure coordination des actions de gestion de la trésorerie en vue d'une meilleure maîtrise des arriérés. La mission a également noté des progrès dans la préparation des plans de passation des marchés sectoriels. Les trente-sept (37) ministères et institutions de l'Etat ont produit leurs Plans de passation de marchés (PPM) sectoriels au ministère des marchés publics (MINMAP) pour l'exercice 2020. Enfin, la mise en place du Compte unique du Trésor (CUT) progresse. Une convention portant création et fonctionnement des sous-comptes du CUT a été signée le 5 novembre 2019 par le MINFI et le Directeur national de la BEAC. La date prévue pour la création effective et le démarrage desdits sous-comptes est le 1er février 2020. Une commission mixte (Trésor/BEAC) est en train d'en préciser les modalités pratiques de mise en œuvre.

AMELIORER LA PREPARATION DU BUDGET DE L'ETAT POUR LE RENDRE PLUS DETAILLE, CREDIBLE ET BASE SUR DES POLITIQUES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire**: Renforcer la crédibilité budgétaire de l'Etat en **République Centrafricaine**

Une mission du Département des finances publiques (FAD) du FMI, a séjourné à Bangui du 20 novembre au 03 décembre 2019. La mission avait pour objectif d'appuyer les autorités dans le renforcement de la crédibilité du budget de l'Etat. A cet effet, elle a évalué la qualité et le fonctionnement des dispositifs de programmation, de budgétisation et d'exécution, ainsi que de gestion de risques budgétaires associés.

Résultat : Pendant son séjour, la mission a eu plusieurs séances de travail avec les responsables de toutes les directions générales du Ministère des Finances et du Budget et structures impliquées dans le processus de renforcement de la crédibilité budgétaire et le suivi des risques budgétaires. Elle a

également rencontré la Commission en charge des finances de l'Assemblée nationale, la Cour des comptes et le Secrétariat permanent du Plan de Relèvement et de Consolidation de Paix en Centrafrique (RCPCA). A la demande des autorités, la mission a animé un atelier technique d'une demi-journée sur les risques budgétaires, les prévisions budgétaires et la budgétisation de la masse salariale.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer les dispositifs techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire au **Tchad**

Deux missions sur le renforcement des dispositifs techniques d'analyse et de prévision macroéconomique et budgétaire se sont déroulées au Tchad, du 09 au 20 décembre 2019 et du 13 au 24 janvier 2020.

Résultat : La première mission a développé de nouveaux modules du modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire (SIGNET) et a engagé la rédaction des manuels d'utilisateur et du manuel didactique dudit modèle. La seconde a contribué à la formation des cadres sur la programmation et les politiques financières, les règles budgétaires, l'analyse de la dynamique de la dette et le fonctionnement d'un Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire. La mission a également animé un atelier de 2 jours au cours de la deuxième semaine pour faire le point sur la mise en œuvre des activités de renforcement du modèle SIGNET et identifier les priorités d'un programme d'activités pluriannuels et d'un programme de renforcement des capacités des cadres de la Direction des Etudes et de la Prévision ainsi que du Secrétariat permanent du Comité de cadrage macroéconomique et des budgets économiques.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer les dispositifs techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire à **Sao Tomé-et-Principe**

Une mission sur le renforcement des dispositifs de cadrages budgétaires à moyen terme s'est déroulée en République démocratique de Sao Tome-et-Principe du 06 au 17 janvier 2020.

Résultat : La mission a permis (i) d'élaborer un programme pluriannuel d'activités pour l'Unité Macro Fiscale (UMF) ; (ii) d'examiner les projections macroéconomiques élaborées par la Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe (BCSTP) en utilisant le modèle macroéconomique développé par une précédente mission d'AFRITAC Centre ; (iii) de mettre à jour le cadre macrobudgétaire à moyen terme pour la période 2020-2022 ; et (iv) d'évaluer l'état d'avancement des travaux de renforcement de la Direction de la planification pour soutenir la préparation du Cade de Dépenses à Moyen Terme (CDMT).

RENFORCER LA COMPILATION ET LA DIFFUSION DES STATISTIQUES MACROECONOMIQUES POUR LA PRISE DE DECISION

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Mettre en place une nouvelle année de base des comptes nationaux selon le système de comptabilité nationale de 2008 au **Tchad**

AFRITAC Centre a organisé une mission en comptabilité nationale à l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) à N'Djamena, du 04 au 15 novembre 2019.

Résultat : La mission a appuyé l'élaboration de la série des comptes nationaux rebasés (base 2017) selon le SCN 2008 et formation sur les Equilibres Ressources Emplois.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Mettre en place d'une nouvelle année de base des comptes nationaux selon le système de comptabilité nationale de 2008 au **Congo**

L'objectif de cette mission était de renforcer les capacités des cadres de l'Institut National de la Statistique (INS) dans l'analyse et l'utilisation des données des sources administratives dans l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) ainsi que la mise en place d'une série complète des comptes nationaux conformes à l'année de base 2005 et au Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 93).

Résultat : la mission a organisé des séances quotidiennes de travail avec les comptables nationaux de l'INS ce qui a permis de mettre en place la série des comptes nationaux conformes au SCN 93 pour la période 1990-2018.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Finalisation des travaux de changement d'année de base des comptes nationaux selon le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) au **Cameroun**

L'objectif principal de la mission était d'appuyer l'équipe de comptabilité nationale de l'INS dans l'examen des résultats préliminaires du Produit intérieur brut (PIB) de la nouvelle année de base 2016 et de formuler des orientations pour la finalisation du Tableau ressources emplois (TRE) 2016 dans les délais arrêtés.

Résultat : La mission s'est focalisée sur l'examen : (i) des résultats préliminaires des comptes de production et d'exploitation du secteur informel, (ii) de la méthodologie de collecte et d'exploitation des enquêtes complémentaires (bois, transport informel et hébergement informel, structure des CI) ; (iii) de la couverture du secteur des administrations publiques et (iv) des équilibres ressources emplois (ERE) des produits et comptes de branche d'activité (CB) de l'année 2016.

RENFORCER LA CAPACITE DE L'ETAT A GERER EFFICACEMENT LA DETTE EN PLANIFIANT LES REFORMES DE GESTION DE DETTE NECESSAIRES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Formuler un plan de réformes pour la gestion de la dette publique en **Guinée équatoriale**

Une mission conjointe d'AFRITAC Centre et du département des marchés monétaire et des capitaux du FMI s'est rendue à Malabo du 18 au 22 novembre 2019 à pour effectuer un diagnostic du cadre actuel de gestion de la dette publique en Guinée équatoriale.

Résultat : La mission a proposé des mesures pour améliorer les projets de textes préparés par les autorités visant la modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique. Elle a également convenu d'un programme d'assistance technique qui sera mis en œuvre au cours des prochaines années en vue de renforcer les tâches analytiques et opérationnelles de gestion de la dette publique.

EMPRUNTER AU MOINDRE COUT POSSIBLE TOUT EN MAINTENANT LE RISQUE A UN NIVEAU ACCEPTABLE

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer les capacités de préparation de la stratégie de gestion de la dette au **Tchad**

AFRITAC Centre a organisé du 09 au 20 décembre 2019 à N'Djamena, une mission de formation sur l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme (SDMT).

Résultat : La mission a revu les principales étapes d'élaboration de la SDMT et a renforcé les capacités des agents sur l'utilisation de l'outil analytique de la SDMT. Elle a permis de corriger les lacunes des agents sur certaines étapes d'élaboration de la SDMT et a montré la manière dont le plan d'apurement des arriérés intérieurs, adopté récemment par le Gouvernement, pourrait être pris en compte dans la SDMT.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Mettre en œuvre un plan d'émission de titres d'Etat en **RDC**

AFRITAC Centre a organisé du 06 au 17 janvier 2020 à Kinshasa, une mission d'assistance technique en matière de préparation et de mise en œuvre du plan d'émission des titres d'Etat.

Résultat : La mission a émis des suggestions pour combler les lacunes notées dans certaines pratiques d'émission et a également fait des propositions pour adapter certaines dispositions du cadre réglementaire actuel aux réalités du marché des titres publics de la RDC. Elle a aussi conçu un outil analytique basé sur Excel que les services du Ministère des finances pourraient utiliser pour préparer et mettre à jour le calendrier d'émission des titres publics. L'outil permet aussi d'évaluer les impacts de scénarii de calendriers d'émission sur le solde du compte du Trésor et d'anticiper les périodes de pressions de refinancement. Enfin, la mission a proposé une approche que le Ministère des finances pourrait suivre, dès cette année, pour introduire l'émission de bons du Trésor à long terme.

REDUIRE LE COUT ET LE RISQUE DE LA DETTE EN AUGMENTANT LES CHOIX DE FINANCEMENT SUR LES MARCHES FINANCIERS INTERIEURS ET INTERNATIONAUX

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Appuyer la **BEAC** dans ses efforts de développement du marché régional des titres publics de la CEMAC

AFRITAC Centre a organisé, du 02 au 03 décembre 2019 à Yaoundé au Cameroun, une mission d'assistance technique dans le domaine du développement du marché des titres publics. Pour une meilleure coordination de l'assistance technique, la mission s'est tenue parallèlement aux missions de la Banque mondiale (BM) et de la Banque africaine de développement (BAD) auprès de la BEAC.

Résultat : Les échanges avec les services de la BEAC ont permis : (i) d'identifier les priorités de la BEAC en termes d'appui pour le développement du marché des titres d'Etat, et; (ii) de préciser les domaines d'intervention de chacune des trois institutions en vue d'assurer une meilleure coordination de l'assistance technique. En vertu de l'accord quadripartite (AFC, BAD, BM, BEAC), AFRITAC Centre aidera la BEAC dans l'élaboration des textes d'application du nouveau cadre réglementaire du marché des titres publics, dans la mise en place d'un cadre de coordination des émissions des Trésors publics et contribuera à renforcer les capacités des Trésors et de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres de la BEAC. La mise en œuvre de ces actions est prévue à l'horizon 2021.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

METTRE A NIVEAU LA REGLEMENTATION PRUDENTIELLE AVEC LES NORMES INTERNATIONALES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Finaliser les projets de réglementation prudentielle et de lignes directrices à la profession bancaire relatives à la gestion des risques à la **Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe (BCSTP)**

AFRITAC Centre a effectué une mission d'assistance technique à la Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe (BCSTP), à Sao Tomé, du 11 au 22 novembre 2019, dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires. Un atelier de travail a été animé par deux experts court-terme lusophones de la Banque Centrale du Brésil, avec l'appui du conseiller résident, auquel ont participé l'Adjointe du Directeur de la Supervision de la BCSTP et les superviseurs bancaires disponibles.

Résultat : Après avoir élaboré un nouveau modèle de notation des banques pour déterminer leur profil de risque (premier objectif atteint en mai 2019), un projet de nouvelle réglementation prudentielle (NAP, dans le cadre juridique de São Tomé e Príncipe) relative à la gestion des risques dans les banques a été élaboré et discuté avec la BCSTP (deuxième objectif atteint en novembre 2019). Ces futures exigences prudentielles ont été assorties de recommandations à la profession bancaire pour leur mise en œuvre appropriée, qu'il est proposé à la BCSTP de publier sous la forme de lignes directrices. A cet effet, un ensemble de trois documents détaillés a été finalisé et discuté avec la BCSTP (troisième objectif, atteint en novembre 2019) : (i) des lignes directrices relatives au dispositif global de gestion des risques et aux règles de gestion des principaux risques (de crédit, opérationnel, etc.), (ii) des lignes directrices relatives à la gestion du risque informatique et (iii) des lignes directrices relatives au plan de continuité d'activité.



AMELIORER L'EFFICIENCE DE L'UTILISATION DES MOYENS DE SUPERVISION AFIN DE MIEUX SUPERVISER LES PRINCIPAUX RISQUES PRESENTS DANS LE SYSTEME BANCAIRE

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Réviser les indicateurs de surveillance des établissements de crédit et former à la supervision des établissements de paiement à la **Banque de la République du Burundi (BRB)**

L'AFRITAC Centre a effectué une mission d'assistance technique à la Banque de la République du Burundi (BRB), dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires. Le conseiller résident a animé (i) un atelier de travail destiné à enrichir les indicateurs de surveillance et d'alerte utilisés par les superviseurs bancaires afin d'améliorer le dispositif de détection précoce des difficultés bancaires, puis (ii) un atelier de formation des superviseurs à la mise en œuvre des contrôles adaptés aux établissements de paiement récemment agréés par la BRB.

Résultat : Dans un premier temps, la mission a permis de finaliser la typologie des indicateurs précités, afin de permettre leur automatisation par la BRB dans ses outils de traitement des états déclaratifs des banques. La BRB disposera ainsi d'un instrument permettant de mieux mesurer la situation et l'évolution d'un certain nombre de points d'attention essentiels à la supervision bancaire basée sur les risques. Dans un second temps, la mission a permis de passer en revue les principaux éléments de la méthodologie de supervision des établissements de paiement, en mettant notamment l'accent sur le renforcement des analyses d'ordre qualitatif à opérer sur un large éventail de points d'attention également définis selon l'approche de la supervision basée sur les risques, s'agissant particulièrement du modèle d'affaires, de la rentabilité et de la maîtrise des divers risques opérationnels propres à cette nouvelle catégorie d'établissements dont l'activité se développe au Burundi.



RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

AMELIORER L'EFFICIENCE DE L'UTILISATION DES MOYENS DE SUPERVISION AFIN DE MIEUX SUPERVISER LES PRINCIPAUX RISQUES PRESENTS DANS LE SYSTEME BANCAIRE

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques, à la **Banque Centrale du Congo (BCC)**

L'AFRITAC Centre a effectué une mission d'assistance technique à la Banque Centrale du Congo (BCC), dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires. La mission a eu pour objet de refondre le modèle de notation utilisé par les superviseurs bancaires de la BCC afin d'évaluer les banques selon leur profil de risque.

Résultat : Le nouveau modèle a été remanié selon les meilleures pratiques les plus récentes. Il couvre désormais l'ensemble des principaux domaines de risques, y compris la gouvernance, la gestion des risques, etc. et comporte un éventail de critères d'appréciation qualitatifs et quantitatifs permettant de mettre en œuvre pleinement l'approche de la supervision basée sur les risques dans le cadre de la notation. Un atelier de travail a permis aux superviseurs de la DSIF de participer aux travaux de réglage des paramètres de leur nouveau modèle afin de se l'approprier et de l'adapter aux spécificités du système bancaire congolais.



PROCHAINES DATES A RETENIR

SEMINAIRES REGIONAUX

Domaine	Thème	Lieu	Date
Gestion des finances publiques	9ème édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) sur les finances publiques et la gestion des établissements publics nationaux	Sao Tomé	2-6 mars 2020
Statistiques des finances publiques	Séminaire régional sur la consolidation des statistiques des finances publiques du secteur des administrations publiques.	Kinshasa	20-24 avril 2020
Gestion de la dette publique	Elaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Kinshasa	30 mars-3 avril 2020

COURS

Domaine	Thème	Lieu	Date
Administration fiscale	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Ebène	2-13 mars 2020
Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Cours régional sur l'analyse de la politique budgétaire	Ebène	17-28 février 2020

MISSIONS

Domaine	Pays/Institution	Activité	Dates
Administration douanière	RCA	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	17-28 février 2020
	CEMAC	Rédaction des textes d'application du Code douanier	Avril 2020
Administration fiscale	Congo	Mise en œuvre des actions pratiques de mobilisation des recettes fiscales et douanières	10-21 février 2020
	Cameroun	Mise en œuvre des actions pratiques de mobilisation des recettes fiscales et douanières	17-28 février 2020
	RCA	Audit du système informatique de la DGID	20 avril – 4 mai 2020
Gestion budgétaire	Guinée équatoriale	Conception de macroprocessus pour l'exécution du budget en mode déconcentré	Mars 2020
	RCA	Transition vers la nouvelle application informatique Simba	Mars 2020
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Participation au séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion de la trésorerie et le compte unique du Trésor à Dakar	Mars 2020
	RCA	Renforcement de la gestion de la trésorerie	30 mars – 10 avril 2020
	RDC	Amélioration de la comptabilité de l'Etat	13-24 avril 2020
Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	RCA	Renforcement des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme	16 au 27 mars 2020
	Congo	Renforcement des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme	6-17 avril 2020
Statistiques des finances publiques	RDC	Elaborer le TOFE selon la nouvelle méthodologie du MSFP 2001/2014	6-17 avril 2020
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Elaborer le TOFE selon la nouvelle méthodologie du MSFP 2001/2014	Mars 2020
	STP	Production des tableaux et situations du cadre d'analyse des Statistiques des Finances Publiques (SFP).	Avril 2020
Statistiques macroéconomiques	Congo	Appui à la publication des données des comptes nationaux et à la dissémination des données via la page récapitulative du FMI	25 mars-1 avril 2020
	RCA	Appui à l'élaboration des comptes nationaux	Avril 2020
Gestion de la dette publique	BEAC	Elaboration des procédures pour les opérations sur le marché primaire	9-19- mars 2020
	RCA	Formation sur l'identification des sources de vulnérabilité dans le portefeuille de dette	Mars 2020
	Congo	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Avril 2020
	Cameroun	Formation sur l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	13-23 avril 2020
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Revue des processus opérationnels de supervision du SG-COBAC concernant le traitement des infractions à la réglementation prudentielle et la gestion des sanctions	2-13 mars 2020
	COBAC	Révision du modèle de notation des banques selon l'approche basée sur les risques	20-30 avril 2020

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands